

# Permis et carte grise électroniques officiellement lancés

Page 2

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4150 - Lundi 17 avril 2017 - Prix : 10 DA

Béjaïa

## La protestation s'invite à la campagne électorale

Page 24

Après une première semaine de campagne électorale morose

# Les candidats tentent de maintenir le souffle

Page 3

### Erdogan ne peut pas se permettre une petite victoire

Par Mohamed Habili

**M**ême s'il obéit à la même règle de majorité, un référendum n'est pas une consultation populaire comme une autre. Cela est encore plus vrai si la question posée aux électeurs porte sur le changement de régime, comme c'était précisément le cas hier en Turquie, où conformément aux desideratas du président actuel, Tayyip Erdogan, il s'agissait de passer du régime parlementaire à un régime présidentiel pur et dur. Dans l'élection d'un dirigeant, à quelque échelle que ce soit, il suffit pour le candidat d'obtenir 50% des voix exprimées plus une seule pour être élu sans conteste possible, pour autant bien sûr que le scrutin se déroule dans des conditions irréprochables. Il en va différemment dans un référendum, où il faut bien plus qu'une voix de majorité pour en sortir véritablement vainqueur. Qui veut concentrer entre ses mains bien plus de pouvoirs que ceux dont il dispose déjà, qui déjà sont loin d'être négligeables, a besoin de rien de moins que d'un plébiscite pour se voir légitimer dans son ambition de mauvais aloi. A 51% de voix pour le oui, et même à 52%, Erdogan aura gagné mathématiquement, mais il aura perdu politiquement.

Suite en page 3

### Les fruits et légumes toujours aussi chers

# Pas de répit pour le porte-monnaie



Avec de tels prix, le consommateur algérien a de plus en plus de mal à remplir son couffin. Les fruits et légumes continuent de connaître des hausses, c'est même devenu la règle générale qui régit le circuit commercial des produits alimentaires de base en Algérie. Lire page 2

Autoroute Est-Ouest

## Les six gares de péage livrées au 1<sup>er</sup> semestre 2018

Page 4

Le wali de Tizi Ouzou :

## Les événements du 20 avril sont inscrits dans l'histoire de l'Algérie contemporaine

Page 13

Les fruits et légumes toujours aussi chers

# Pas de répit pour le porte-monnaie

■ Avec de tels prix, le consommateur algérien a de plus en plus de mal à remplir son couffin. Les fruits et légumes continuent de connaître des hausses, c'est même devenu la règle générale qui régit le circuit commercial des produits alimentaires de base en Algérie.

Par Yacine Djadel

Des petits pois cédés à 200 DA/kg, la tomate à 180 DA/kg, l'abricot a atteint les 300 DA le kilo. Pour la banane qui, après avoir atteint les 800 DA le kilo, est vendue actuellement à 350 DA. Les oranges n'ont elles aussi pas échappé à l'envolée des prix et sont cédées dans la plupart des marchés à 200 DA/kg. Avec de tels prix, le consommateur algérien a de plus en plus de mal à remplir son couffin. Les fruits et légumes continuent de connaître des hausses, c'est même devenu la règle générale qui régit le circuit commercial des produits alimentaires de base en Algérie. Ainsi, le pouvoir d'achat des Algériens est de jour en jour mis à rude éprouve avec l'instabilité et l'anarchie des prix, au grand désarroi des petites bourses. Pourtant, le mois sacré n'est pas encore arrivé pour faire flamber davantage ces derniers. Pour remédier à cette situation qui pénalise en premier lieu le simple citoyen, les autorités n'ont cessé d'annoncer des mesures en vue de réguler les prix du marché. A ce propos, les récentes déclarations du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, à Djelfa, sur le fait de réguler le marché national de l'agriculture sont allées dans ce



sens pour rassurer les citoyens. Néanmoins, à voir la réalité, on ne peut pas dire que l'Algérien soit content et satisfait en revenant de ses emplettes. En dépit des plans mis en place par les pouvoirs publics pour contre-carrer cette flambée, la hausse vertigineuse, particulièrement des produits agricoles, est toujours là. Lorsqu'on constate les

tarifs des produits agricoles affichés sur les étals, ces derniers jours, cela donne froid dans le dos. Devant cette situation des plus préoccupantes, les consommateurs n'ont de cesse de se plaindre. Mais qu'ils ralentent ou non, le résultat est le même, nous dira un père de famille. «Nous en avons marre de cette vie chère, mais on n'a guère le

choix, on est obligé d'acheter. Où est la solution ? On ne va pas mourir de faim !!!», a-t-il déploré. Un peu plus loin, une mère de trois enfants rencontrée au rayon des viandes n'a pas manqué d'exprimer sa colère. «Ils nous poussent à voler. le peuple ne tiendra plus face à cette cherté, on nous prive de tout...», s'est-elle lamentée. Des témoi-

gnages comme ceux-là, il y en a des milliers pour dire toute la détresse économique et sociale des gens ordinaires. Par ailleurs, se penchant sur les origines de ces flambées constantes des prix des fruits et légumes, il est à rappeler que divers facteurs entrent en jeu. Certains vendeurs interrogés expliquent ces fluctuations des tarifs soit par les précédentes intempéries ayant caractérisé pratiquement toute la saison des récoltes agricoles, notamment pour la pomme de terre. D'autres assimilent le phénomène au manque de main-d'œuvre et l'augmentation des salaires pour encourager la venue des ouvriers agricoles sont une des raisons favorisant l'augmentation des prix. Reste que les dérives de la spéculation l'emportent toujours sur le reste. D'après quelques marchands de fruits et légumes, les spéculateurs sont les premiers responsables de cette flambée des prix. A ce sujet, Abdelmadjid Tebboune, ministre du Commerce par intérim, a même annoncé récemment un numéro vert destiné aux consommateurs pour dénoncer la spéculation et les fraudeurs. Néanmoins, les fruits et légumes, à l'aune du ramadhan, sont aux yeux des citoyens, de véritables produits de luxe.

Y. D.

Des documents numérisés, hautement sécurisés et infalsifiables

## Permis et carte grise électroniques officiellement lancés

Le permis à points et la nouvelle plaque d'immatriculation biométriques ont été mis en service officiellement hier à Alger. En présence du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nourredine Bedoui, les premiers documents ont été imprimés au niveau de l'imprimerie officielle de Bir Mourad Rais. Ces documents numérisés, hautement sécurisés, donc infalsifiables, seront mis en service au cours de ce deuxième trimestre. Dans un discours prononcé à cette occasion, le ministre a affirmé que le système mis en place ne connaît «ni corruption ni clientélisme». Selon lui, la mise en place du permis à points biométrique intervient «suite à la hausse des accidents de la route qui ont connu une courbe exponentielle ces dernières années». Bedoui n'a pas manqué de mettre en relief l'importance de ces nouveaux documents dans l'éradication de la bureaucratie et du favoritisme au niveau des administrations. «L'administration algérienne est sur le point d'entrer dans une nouvelle ère entièrement informatisée, notamment avec la mise sur pied de ces deux nouveaux documents qui représentent une

grande réalisation sur les plans administratif», a-t-il dit. Il a indiqué, dans ce sens, que la mise en place de ces documents s'inscrivait dans le cadre de la modernisation de l'administration soutenue par le gouvernement en vue de mettre les nouvelles technologies au service du citoyen.

Pour le département de Bédoui, il s'agit de «deux projets stratégiques que nous œuvrons à concrétiser avant la fin de l'année, et qui entreront en vigueur progressivement à partir de 2017», avait précisé le ministre en novembre dernier. Dans ce nouveau système, le permis de conduire est doté d'un capital de 24 points qui sera réduit à chaque infraction commise par le titulaire du permis. Le contrevenant sera également soumis à une amende forfaitaire et à des sanctions pénales, selon les cas, conformément à la nouvelle loi. Durant la période probatoire de deux ans, le permis de conduire est affecté d'un capital de douze points seulement, précise le texte, qui note que, lors de cette période, l'infraction commise entraîne l'annulation du permis de conduire. Le retrait des points se fait selon un barème



qui distingue quatre degrés de contrevenances qui nécessitent un retrait de 1 à 6 points selon leur nature, mais dix points seront retirés en cas de délits. Après le retrait de tous les points, le permis de conduire devient invalide et son titulaire est tenu à le remettre aux services habilités du ministère de l'Intérieur. Dans ce cas, l'intéressé ne peut postuler à l'obtention d'un nouveau permis de conduire, qui sera soumis à la période

probatoire, qu'après six mois de la date de remise de son permis. Le texte prévoit aussi un durcissement des sanctions contre les contrevenants aux règles de la circulation routière.

Ainsi, les amendes forfaitaires pour chaque degré de contrevenant ont été revues à la hausse. Concernant la carte grise, elle implique la mise en service d'un nouveau numéro d'immatriculation des véhicules qui sera un numéro unique contrairement

à l'actuel qui comprend la date de circulation et l'indice de wilaya.

La nouvelle carte électronique comprendra aussi l'historique des opérations de contrôle technique, entre autres. Le numéro d'immatriculation est attribué dès la première année de mise en circulation du véhicule, et «ne changera pas», même en cas de vente du véhicule à une personne résidant dans une autre wilaya. Meriem Benchaouia

## Erdogan ne peut pas se permettre une petite victoire

suite de la page Une

Car à ce niveau, dont du reste il a été crédité tout au long de la campagne par les sondages, c'est si peu un plébiscite de la part des Turcs en sa faveur que la preuve que ceux-ci sont bel et bien divisés en deux camps à peu près de même dimension. Au long d'une campagne caractérisée de bout en bout par une inégalité marquée dans le traitement des partisans du oui et ceux du non, à qui bien peu d'espaces ont été concédés, et au lendemain d'un coup d'Etat manqué, encore loin d'avoir livré tous ses secrets, c'est bien le moins pour Erdogan d'être appuyé par une écrasante majorité de ses concitoyens. Autrement, il n'aurait réussi qu'à montrer que ceux-ci sont divisés à son sujet. En effet, et c'est là toute l'ambiguïté, sinon la duplicité d'un référendum, les électeurs ne répondent pas tant à la question qui leur est posée qu'à celui qui la leur pose. Le oui ne sera pas relativement à la réforme constitutionnelle proposée mais le oui à la personne même d'Erdogan, si bien sûr c'est lui qui l'emporte, et de façon franche et massive. A contrario, le non sera le non à Erdogan, et pas seulement à la réforme qu'il a mise aux voix. Cela dit, Erdogan n'a pas attendu l'onction populaire pour se donner les prérogatives qu'il entend se faire reconnaître dans les règles convenues. La Turquie vit sous un régime d'exception depuis l'étrange coup d'Etat du 15 juillet dernier. Il ne s'agit pour son président que de se faire décerner dans les formes des pouvoirs dont il s'est déjà emparé. Un roi de jadis monte d'abord sur le trône, il se fait sacrer ensuite. Le référendum turc d'hier, ce ne peut-être qu'un sacre, une cérémonie d'intronisation. Que celle-ci soit grandiose, ou au contraire décevante, et par suite augurant de lendemains qui déchanteraient plutôt, dépend évidemment des résultats, plus particulièrement des poids respectifs du oui et du non. Erdogan ne peut pas se permettre une petite victoire, étant donné que ce qu'il veut c'est tout le pouvoir. Ne parlons même pas de ce qui l'attendrait à plus ou moins brève échéance si c'est le non qui l'emporterait, serait-ce d'une voix, d'une seule. Ou seulement si la victoire, bien que sienne n'est toutefois pas d'une envergure telle qu'elle ferait toute contestation.

M. H.

une réalité politique et économique indéniable.

Louiza Ait Ramdane

# Après une première semaine de campagne électorale morose Les candidats tentent de maintenir le souffle

■ Les partis et formations et autres listes indépendantes en lice pour la nouvelle législature de 2017 ont entamé hier leur deuxième semaine de campagne électorale dans un contexte plutôt incertain en ce sens où en dépit des actions menées jusque-là, ils ne parviennent toujours pas à emballer les Algériens.

Par Linda Naili

En espérant des jours meilleurs, les candidats toutes couleurs partisanes confondues, ne désespèrent pas, poursuivent leur offensive et continuent d'occuper tous les espaces d'expression publique qui leur sont ouverts : meetings, rencontres de proximité, passages sur les médias audiovisuels publics, réseaux sociaux et affichage public avec pour objectif de conquérir un maximum d'électeurs.

Ainsi, à partir de Skikda, le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Djamel Ould Abbès, a indiqué que sa formation politique confère, dans son programme électoral, un statut important à la femme à même d'être représentative au sein des instances élues. Il a en outre exhorté les candidats de son parti à communiquer davantage et à dialoguer avec les citoyens afin de les convaincre d'aller aux urnes le 4 mai prochain. Pour sa part, Ahmed Ouyahia SG du RND qui s'en est allé à Tissemsilt et Tiaret où il a tenu des meetings populaires, appelant à soutenir l'ANP et les services de sécurité pour préserver la stabilité du pays, il a notamment affirmé que son programme électoral vise la concrétisation de la décentralisation des Assemblées communales (APC) et des Assemblées populaires de wilayas (APW), et à donner «plus de prérogatives» aux élus locaux. Louisa Hanoune, SG du Parti des travailleurs (PT) qui



Ph/E. Sonay/W/A

était à Mascara, a invité ses militants à mener une campagne électorale «plus offensive pour sanctionner, a-t-elle dit, tous les partis à l'origine de la situation actuelle, celle de la détérioration du pouvoir d'achat et autres mesures antisociales». De son côté, le président de l'alliance du Mouvement de la société pour la paix et le Front du changement (MSP-FC), Abderrazak Makri, a estimé à partir d'Oran, que «si les Algériens nous donnent leurs voix et grâce à notre programme, l'Algérie pourra atteindre l'auto-suffisance alimentaire en dix ans». Alors que Moussa Touati, président du Front national algérien (FNA), a appelé, à Laghouat, affirmant que sa formation politique aspire à édifier une «écono-

mie nationale forte à travers, notamment, l'investissement dans les compétences algériennes». Amar Ghoul, SG du parti Tajamoua Amel El Djazair (TAJ), lors de son discours à Relizane a joué la carte de la jeunesse pour l'édification d'une économie forte et la préservation de la stabilité du pays.

En somme, ce sont là les thèmes «porteurs», qui selon leurs initiateurs, sont à même de toucher la fibre citoyenne des Algériens et qui les pousseront à se présenter aux urnes le 4 mai prochain. Pour ce faire, tous préchent la «préservation de la souveraineté de l'Etat et de ses institutions», les «acquis sociaux réalisés grâce aux programmes de développement initiés par le président de la République», «l'unité nationale», la «poursuite de soutien aux couches défavori-

Tout en indiquant que la décentralisation mettra fin aux disparités

## Le MPA pour un nouveau mode de gouvernance

Dans son programme électoral au titre des législatives du 4 mai prochain, le Mouvement populaire algérien (MPA), préconise un nouveau mode de gouvernance afin de transformer le système institutionnel et politique centralisé en un système décentralisé débarrassé de toute manifestation de déni qui l'empêche de s'adapter parfaitement à cette nouvelle logique. Ainsi, le Mouvement populaire algérien plaide en faveur de la réforme de l'Etat à travers la concrétisation d'une décentralisation véritable sans pour autant entamer l'unité nationale afin de réaliser un développement global à l'échelle nationale, précisant que la décentralisation mettra fin aux disparités entre les citoyens dans tous les domaines.

Il prône également à «affirmer l'autorité de l'Etat» et à lutter efficacement et effectivement contre toute forme de corruption, appelant à cet effet, à la séparation réelle du pouvoir judiciaire

du pouvoir exécutif en prémunissant l'appareil de la justice de tout monopole ou pression et en le dotant de tous les moyens humains et matériels à même de lui permettre d'accomplir pleinement sa mission.

D'autre part, le MPA s'engage à réaliser l'«indépendance et la souveraineté du Parlement afin qu'il puisse accomplir son double rôle de législateur et de contrôleur du pouvoir exécutif».

En matière de relance économique nationale, le Mouvement estime important la redéfinition des prérogatives de l'Etat et de ses missions d'autant plus que l'intégration de l'Algérie dans le processus de mondialisation est désormais indispensable. Il recommande en outre, d'impliquer le secteur privé au processus de production et de commerce tout en préservant le rôle de l'Etat dans la gestion de certains services publics sensibles et secteurs stratégiques vitaux pour lui permettre d'assumer le

rôle de régulation et de maîtrise et d'assurer une répartition équitable de la richesse.

Le Mouvement juge aussi que l'encouragement de l'investissement privé dans les différents domaines est une nécessité à la lumière de la mondialisation pour la relance de l'économie nationale. Le MPA encourage dans ce sens la création d'entreprises publiques et de PME à même d'offrir des opportunités de travail à travers notamment l'appui et l'accompagnement de ces entreprises et l'ouverture du capital des entreprises publiques n'activant pas dans le domaine du service public, en sus de l'appui aux projets de proximité en zone rurale par la mise en place d'un dispositif de financement et des plans de travail relatifs aux régions frontalières rurales et montagneuses.

Dans le domaine agricole, le MPA a souligné la «nécessité d'adopter la politique de préservation des surfaces cultivables à

travers l'adaptation de la politique d'urbanisme afin de mettre un terme à l'exploitation illégale des terres agricoles au niveau de la bande du Sahel».

Dans ce contexte, il préconise le financement de projets agricoles et la mise en place d'un système fiscal comportant des avantages, l'aide et l'appui à l'agriculture saharienne et dans les montagnes et l'encouragement de l'élevage de bétail en assurant le fourrage à des prix abordables.

Sur un autre chapitre, le MPA a appelé à l'élaboration d'un plan national au profit des jeunes pour les mettre à l'abri des fléaux qui les guettent en leur offrant de véritables perspectives dans les domaines de la formation, de l'apprentissage et de l'emploi.

Au plan international, il a appelé à l'édification d'une union d'Afrique du Nord élargie au Mali et au Niger et l'approfondissement des relations avec l'Union européenne qui est désormais

Autoroute Est-Ouest

# Les six gares de péage livrées au 1<sup>er</sup> semestre 2018

■ Les six gares de péage de l'autoroute Est-Ouest au niveau de la wilaya de Bouira seront livrées «au premier semestre 2018», a indiqué dimanche à l'APS le directeur général de l'Agence nationale des autoroutes.

Par Salem H.

Les travaux sont en cours pour ces stations de péage installées au niveau de six échangeurs de la wilaya, à savoir deux de Bouira (Est et Ouest), ainsi que celui de Djebahia, Lakhdaria et Ahnif, El-Adjiba, a expliqué le directeur de l'ANA. Au niveau de la gare d'El-Adjiba et celle d'Ahnif, les travaux avancent à «un rythme moyen». Les entreprises continuent de terrasser les sites des projets, a-t-on constaté sur place dimanche.

Selon les responsables de l'AGA, pas moins de 48 gares d'accès sur échangeurs, sept gares d'accès en pleine voie, 22 centres d'entretien et d'exploitation, 76 aires de repos et 42 aires de services seront réalisées sur l'autoroute Est-Ouest. Quant à la tarification qui sera appliquée,



une fois les projets sont achevés, l'ancien ministre des travaux publics, M Abdelkader Ouali avait assuré en mars 2016 que celle-ci sera «raisonnable et prendra en considération des facteurs socio-économiques».

«Cette tarification sera calculée en fonction de la nature du véhicule, de son volume, ainsi que des coûts des services assurés aux usagers de l'autoroute», avait-il expliqué lors d'une visite de travail effectuée dans la wilaya de Tlemcen, ajoutant que cette opération se fera sur la base d'une étude approfondie qu'entreprendront l'Agence nationale des autoroutes et l'Algérienne de gestion des autoroutes (AGA), en coordination avec un bureau international spécialisé.

S. H./APS

Béjaïa

## La campagne électorale bat son plein

La campagne électorale bat son plein à Béjaïa une semaine après son lancement. Les candidats sillonnent les localités de la wilaya une à une afin de rencontrer les citoyens et les appeler à voter. Conscients de l'enjeu qui est la participation ou plutôt «l'abstention», les candidats issus des partis et autres indépendants tentent de convaincre les citoyens sur l'utilité du vote et d'exprimer leurs voix pour ne pas laisser le champ libre et donner un chèque en blanc à d'autres pour faire ce qu'ils veulent au sein de l'ANP comme ce fut le cas depuis 2012 et avant. C'est le cas du FFS. Le député sortant et tête de liste du parti à Béjaïa Chaffaï Bouaïche qui animait un meeting populaire à Seddouk hier a rappelé «les nombreuses lois anti-sociales votées par le Parlement acquis au pouvoir» notamment, la nouvelle loi supprimant la retraite proportionnelle et sans conditions d'âge, le nouveau code du travail, etc.

«Nous les avons toutes rejetées et contestées», dit-il, à l'adresse de la foule. Il a rappelé que des syndicats ont même été associés à cela mais sans succès devant l'entêtement du gouvernement.

Il a rappelé les principes directeurs du parti et le projet pour lequel le FFS se bat, à savoir «la reconstruction du consensus national pour une deuxième République». Comme il a rappelé le combat mené au sein du Parlement depuis le début de sa mandature en 2012. Pour leur part, les candidats du PST se sont rendus à Aït R'zine, Boudjellil et Adekar hier pour exposer leur programme social et leur vision de la politique, se positionnant contre «la mondialisation et la loi du capitalisme et de l'argent qui ravage les valeurs de solidarité». De leur côté, les candidats du RCD dont Athmane Mazouz continuent de parcourir les communes montagneuses de la région. Hier, ils ont rencontré des citoyens à Béni

k'sila, Adekar et Taourirt Ighil. Il s'agit aussi de faire le bilan des idées défendues au Parlement lors de la mandature précédente et celle qu'ils comptent défendre prochainement, relevant l'incohérence du gouvernement et des partis du pouvoir. Les candidats de «Liste des Citoyens Libres» (LCL) de l'ex-P/APW Ferhat Hamid ont parcouru les municipalités de Bouhamza et Amalou pour exposer ce qu'ils ont préparé en perspective du développement de la wilaya. Le RND n'a pas repris sa campagne électorale suspendue durant trois jours après le décès de son candidat. Aujourd'hui, les candidats du parti parcourront la ville de Béjaïa pour exposer leur programme, nous dit Kamel Bouchoucha.

Il devrait rencontrer les associations de jeunes et des quartiers. La ville de Béjaïa constitue un important vivier électoral pour les candidats qui font tout pour séduire les citoyens de Béjaïa pour épouser leur cause.

Braham Bennadji, maire de Tinebdar, qui conduit la liste indépendante dénommée «Initiatives Citoyennes» a sillonné les communes de la haute Soummam dont Ighil-Ali, Aït R'zine et Boudjellil. L'UDS de Karim Tabbou s'est invité à cette campagne avec Sofiane Djilali de Jil Djaidid. Ils ont sillonné hier la ville de Béjaïa pour expliquer leur choix de boycotter cette élection, nous dit M. Zaïdi. Le MSP est allé à Souk El Tennine. Mercredi dernier un rassemblement populaire avait été animé à Kherrata par le vice-président du MSP, le D'Noumane Laouer qui est également président du groupe parlementaire à l'Assemblée populaire nationale en fin de mandat électif avec la tête de liste du parti à Béjaïa, en l'occurrence M. Benadda, docteur-vétérinaire au niveau du territoire de cette collectivité locale et Gadoum Walid coordinateur de cette même formation politique à Draâ El-Caid. Lors de son intervention, le D' Noumane

Laouer a développé le volet social très difficile auquel sont confrontés dans leur vie quotidienne les populations de Kherrata, notamment le pouvoir d'achat très érodé, appelant les Algériennes et Algériens de la région de Kherrata à voter massivement et à ne pas céder à certaines voix qui appellent au boycott de ces élections législatives. Il a toutefois plaidé pour un changement par voie démocratique du système politique du pays. Madame Ouagueni Zina née Ikhlef tête de liste du RPR a parlé du rôle de l'élu qui est de transmettre les préoccupations des citoyens et suivre leur concrétisation sur le terrain. Elle a parlé du blocage des projets de Béjaïa avouant qu'elle a sa petite idée sur cette situation, critiquant ensuite les partis de l'opposition dont le FFS et le RCD, qui n'ont rien changé à Béjaïa. Elle parlait de l'investissement, notamment le tourisme et l'agriculture de montagne.

Hocine Cherfa

Mardi et mercredi à Alger

## Rencontre sur «la lutte contre la corruption dans les secteurs public et privé»

Une rencontre sur «la lutte contre la corruption dans les secteurs public et privé» sera organisée mardi et mercredi à la Résidence des magistrats, à Alger, au profit des officiers de la police judiciaire, des magistrats et des cadres de différents secteurs, a indiqué dimanche un communiqué de l'Office central de répression de la corruption. Cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre du programme d'appui à la mise en œuvre de l'accord d'association avec l'Union européenne, notamment le programme «Spring», vise à «permettre aux spécialistes du domaine d'accomplir au mieux la mission de répression de la corruption à travers l'échange d'expériences, les concepts et les pratiques liés à la corruption dans les secteurs

public et privé». Lors de cette rencontre, des experts algériens et français auront à examiner, selon la même source, «les crimes de la

corruption dans le domaine des marchés publics et de gestion, les différents mécanismes de gestion d'enquêtes dans les

affaires de corruption transfrontalière au niveau régional et international, les techniques utilisées par les auteurs des crimes de corrup-

tion pour dissimuler les produits du crime outre les conséquences de la lutte contre la corruption».

Ali T.

Oran

## Workshop sur les enjeux et priorités de la recherche en santé

L'Agence Thématique de Recherche en Sciences de la Santé (ATRSS) organise, le 29 juin prochain, un workshop sur les enjeux et priorités de la recherche en santé, a-t-on appris, dimanche, de cette structure.

L'agence indique que le workshop lui permettra de construire son plan d'action et sa vision future en matière de recherche sur la santé.

L'objectif de la rencontre est de regrouper des experts pouvant apporter un éclairage sur la pertinence et les différents enjeux de la recherche en santé afin d'élaborer une véritable matrice scientifique devant permettre à

l'Agence de programmer une stratégie et un plan de recherche en santé. Il s'agit également d'actualiser et d'identifier le capital intellectuel dans le domaine de la recherche en santé, engrangé depuis 1996 par les chercheurs ayant contribué à construire et à renforcer l'ex-ANDRS.

Le workshop permettra également l'identification des grandes priorités sanitaires actuelles, en termes de morbi-mortalité et de déterminants sociologiques, environnementaux, économiques, comportementaux et génétiques, entre autres, indiquent les organisateurs.

D'autres axes de réflexion seront proposés aux participants du workshop, comme la stratégie de recherche en santé de l'ATRSS, l'évaluation actuelle de la recherche en santé, les enjeux pour le développement de la recherche et ses perspectives. Dans ce cadre, les participants s'appuieront sur les résultats des études épidémiologiques, sociologiques et économiques effectuées.

La recherche en milieu hospitalo-universitaire, les propositions de création de pôles de recherche thématiques figurent également au menu de la rencontre, précisent, en outre, ses organisateurs.

Anis F.

## Importations

# Tebboune table sur une réduction de 15 milliards de dollars

■ L'Algérie va essayer de réduire ses importations de 10 à 15 milliards de dollars sur l'année 2017, a indiqué le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune.

Par Salem K.

Après une facture d'importations qui avait atteint 56 milliards de dollars en 2015 avant de baisser à 46,7 milliards de dollars en 2016, le gouvernement va essayer de réaliser une autre réduction en ramenant les importations à moins de 30 milliards de dollars à fin 2017, a-t-il avancé lors d'un point de presse organisé en marge des Journées sur la promotion et l'encouragement de la production nationale qui se tiennent du 15 au 17 avril à Alger. Dans ce sens, le ministre a insisté sur la promotion des petites et moyennes entreprises (PME) qui constituent, selon lui, «un facteur non négligeable» pour booster l'économie nationale et créer des postes d'emploi. Concernant les produits alimentaires dont la facture d'importation pèse lourdement sur la balance commerciale, il a appelé à consommer algérien. En effet, a-t-il expliqué, «l'importation des produits alimentaires coûte beaucoup d'argent en devises à



l'Etat». D'où la nécessité, a-t-il poursuivi, d'aller vers l'encouragement de la production locale à travers la consommation du pro-

duit algérien. Pour rappel, les importations des produits alimentaires se sont chiffrées à 8,22 milliards de dollars en 2016,

soit près de 18% de la facture globale des importations algériennes.

Lors de sa tournée dans les différents stands, M. Tebboune s'est entretenu longuement avec les exposants, les invitant à déployer plus d'efforts pour assurer une production locale de qualité et éviter le recours à l'importation.

Les Journées sur la promotion et l'encouragement de la production nationale voient la participation de 120 exposants activant dans plusieurs secteurs telles que les industries mécaniques, de l'électroménager, de l'agroalimentaire et de la pétrochimie. A rappeler que pour l'année 2017, le ministre du Commerce a ouvert les contingents quantitatifs pour l'importation des produits et des marchandises au titre des licences d'importation qui concernent 21 produits industriels et agricoles, et ce, conformément aux dispositions du décret exécutif de 2015 fixant les conditions et les modalités

d'application des régimes de licences d'importation ou d'exportation de produits et marchandises. Il s'agit essentiellement des véhicules, de l'acier rond à béton, du fil machine, des bois ainsi que des céramiques. Pour ce qui est des produits agricoles et agroalimentaires, la liste inclut les viandes bovines, fraîches ou réfrigérées, les fromages, les citrons frais, les pommes, les bananes, l'orge, l'ail, le maïs, les tourteaux de soja, le concentré minéral vitaminé, les poly-phosphates ainsi que le double concentré de tomate. La liste des contingents des produits à soumettre au dispositif des licences pourrait éventuellement être élargie à d'autres produits et contingents, en temps opportun. La balance commerciale de l'Algérie a enregistré un déficit de 17,84 milliards de dollars durant l'année 2016, contre un déficit de 13,71 mds usd en 2015, soit un creusement de déficit de près de 5%.

S. K.

## Lait

## Extension des cultures fourragères pour développer la production

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdesslem Chelghoum, a appelé, dans la wilaya d'Adrar, à l'extension des cultures fourragères pour développer la filière laitière. Le ministre, qui inspectait une exploitation agricole privée dans la daïra de Founoughil, dans le cadre d'une visite de travail, a mis en avant l'importance de l'extension des cultures fourragères pour le développement de la filière du lait à l'échelle nationale, une orientation qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie du ministère pour le développement de la production de lait. Le programme du ministère pour le développement de la filière ne peut aboutir que par l'extension des surfaces dédiées aux cultures fourragères, surtout que la wilaya d'Adrar renferme un sol fertile et adapté à une production rentable de ce type

de cultures, a-t-il souligné. Le ministre a convié, à ce titre, les maïsiculteurs à opter pour la production du maïs d'ensilage, au détriment du maïs en grain, par l'utilisation de l'irrigation sous pivot, car la maïsiculture requiert une importante irrigation, comparativement à la culture de maïs d'ensilage. Pour cela, M. Chelghoum a appelé les responsables du secteur à assurer l'encadrement performant nécessaire pour la culture du maïs d'ensilage et l'accompagnement des agriculteurs afin d'atteindre des rendements de plus de 50 tonnes à l'hectare. Le ministre de l'Agriculture a, sur site, pris connaissance des pré-occupations des agriculteurs, notamment le transport des aliments de bétail, ainsi que l'écoulement du produit auprès des éleveurs qui constitue un grand problème pour les producteurs.

Il s'est engagé à prendre en charge ces problèmes, avant de mettre en exergue l'intérêt de la constitution de coopératives pour consolider la coordination entre les services responsables, les producteurs et les éleveurs, à la faveur du cadre réglementaire existant relatif à la création des coopératives.

M. Chelghoum a appelé également à nouer des partenariats entre agriculteurs (producteurs de fourrages), les producteurs de lait et les autres opérateurs, en vue d'assurer la commercialisation du produit. Mettant à profit cette visite de travail, M. Chelghoum a pris connaissance d'échantillons de produits agricoles, maraîchers notamment, cultivés dans la wilaya et a appelé à renforcer davantage la culture de produits stratégiques. L'exploitation agricole visitée par le ministre consacre une superficie

de 300 hectares à la maïsiculture, irrigués sous 10 pivots, pour une production de 12 000 tonnes de maïs au titre de l'actuelle campagne moisson-battage, soit un rendement de 40 tonnes/ha, selon les données fournies à la délégation ministérielle. Le ministre a, par ailleurs, visité une unité privée de transformation de tomates, ouverte dernièrement, estimant que l'investissement dans la tomate constituait un véritable partenariat entre investisseurs et producteurs (agriculteurs), sur lequel de larges espoirs sont fondés pour développer cette filière agricole, fierté de la wilaya d'Adrar. Plusieurs mesures incitatives ont été prises en faveur de cette unité implantée à Reggane, dont l'octroi d'un prêt bancaire pour étendre ses activités, l'attribution d'une superficie de 2 000 hectares pour

contribuer à développer sa chaîne de production et accroître les capacités de production de conserves de tomate (concentrée et ordinaire). M. Chelghoum a appelé, à cette occasion, à l'encouragement et l'accompagnement de toute production nationale susceptible d'avoir un impact positif sur le consommateur et ainsi de réduire la facture d'importation des produits de consommation, conformément à la nouvelle orientation du gouvernement dans le cadre du nouveau modèle économique national. Le ministre a, au terme de la visite de travail d'une journée dans la wilaya d'Adrar, inspecté une pépinière relevant du secteur des forêts, ainsi qu'une exploitation agricole privée, développant une activité aquacole, dans la localité de Meraguène (nord d'Adrar).

Safia T./APS

## Céréaliculture

## Equilibrer la production entre les blés tendre et dur

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdesslem Chelghoum, a appelé à la nécessité d'asseoir un équilibre dans la production des variétés de blé dur et tendre, afin de satisfaire les besoins de la consommation nationale. «La variété de blé tendre occupe une grande part de la facture d'importation de blé, du fait du mode consommation de la population», a affirmé M. Chelghoum, en marge du lancement officiel de la campagne moisson-battage au

niveau de l'exploitation agricole privée «Moulay Nadjem», dans la commune d'Anzedjmir, au sud d'Adrar. Le ministre estime «nécessaire d'accroître la production nationale de blé tendre», appelant, pour cela, «à la coordination entre les différents services agricoles, offices et instituts d'agronomie, pour développer les semences, en fonction de la nature de la région». Les prévisions de la direction des services agricoles de la wilaya d'Adrar tablent, au titre de cette cam-

pagne agricole, sur une production céréalière de 210 000 quintaux (qx), pour une surface emblavée de 5 600 hectares, en grande partie dédiée au blé dur et irriguée sous pivot. Le ministre a, sur site, reçu aussi des explications sur la production de tomates, un segment que les agriculteurs s'attendent à développer, à la faveur de la réouverture, par un privé, dans la commune de Reggane (sud d'Adrar), de l'unité de transformation de tomates. Mettant à profit cette

visite de travail dans la wilaya, M. Chelghoum a pris connaissance, lors d'une rencontre avec les agriculteurs, des préoccupations de cette catégorie professionnelle, liées notamment à la question de l'assouplissement des procédures administratives d'attribution des terres dans le cadre de l'investissement agricole par la concession, l'électrification agricole et l'accompagnement des activités des cultures fourragères dans la région. Le ministre a, dans ce cadre, appelé les ser-

vices concernés locaux à aplanir les contraintes au profit des jeunes pour leur permettre de bénéficier de terres agricoles au niveau des périmètres agricoles actuels ou dans de nouveaux périmètres, avant de faire état des mesures prises par le ministère portant assainissement du foncier agricole non exploité, ayant permis jusqu'ici la récupération de plus de 100 000 hectares et se poursuivant encore.

R. E.

Tramway de Sétif

# Arrivée de la première rame réservée aux essais

■ La première rame du tramway de Sétif, réservée aux expériences dynamiques, est arrivée au centre de maintenance, a indiqué le président du projet, Salaheddine Benabid.



Par Lydia O.

Les expériences dynamiques de ce moyen de transport nécessitent deux rames, dont la

deuxième sera livrée «*lundi prochain*», a précisé M. Benabid, précisant que la date du lancement des essais dynamiques «*n'a pas encore été fixée*» en raison des travaux d'aménagement

et des procédures administratives précédant la phase des essais, a-t-il fait remarquer. Affirmant que ces essais démarrent dès le parachèvement des volets liés aux procédures admi-

nistratives, le même responsable a rappelé que les essais dynamiques étaient prévus dans un premier temps «*entre les mois de septembre et d'octobre prochains*». Ces essais dynamiques seront effectués, dans une première étape, à la cité des 300 logements sur une distance de 300 mètres et se poursuivront progressivement tout au long de la ligne du tramway sur une distance de 15,2 km, selon la même source qui a indiqué que la réception des rames du tramway est programmée entre les mois d'octobre et de novembre prochains. Le projet du tramway de Sétif, dont le taux d'avancement des travaux a atteint 70 %, amorce la partie restante concernant l'installation des rails sur 1,8 km des 15,2 km de ce moyen de transport moderne, a-t-on noté, ajoutant que ce volet est en phase d'aménagement urbain. Le même responsable a

indiqué que le tramway de la capitale des Hauts plateaux sera réceptionné, dans les délais impartis, «*au premier trimestre de l'année 2018*».

L. O./APS

## El Tarf L'ouest alimenté en eau potable du barrage Mexa avant le ramadhan

LA RÉGION Ouest de la wilaya d'El Tarf qui compte plus de 250.000 habitants, sera alimentée en eau potable à partir du barrage Mexa, «*avant le mois de ramadhan prochain*», a indiqué le directeur local des ressources en eau. Les travaux destinés à l'alimentation en eau potable (AEP) des localités relevant des daïras de Besbes et Dréan, au Sud Ouest de la wilaya depuis l'ouvrage hydroélectrique Mexa, disant de 75 km du chef lieu de wilaya se poursuivent «*à un rythme soutenu*», a précisé M. Mustapha Mechaty indiquant que ce projet s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des besoins en eau potable des populations de cette partie de la wilaya. Dans les détails, le même responsable a souligné que ces travaux portent sur la réalisation d'un tronçon de près de 25 km de conduites d'AEP, allant de la station Les Salines jusqu'à Besbes et depuis Besbes vers Dréan sur un linéaire de 13 Km, a ajouté la même source. Une fois les chantiers de réalisation de ces conduites achevés, différentes localités relevant des daïras de Besbes et Dréan, à l'image de Chihani, Chebaita Mokhtar, Kef Mourad et Sidi Djemil, seront alimentées en eau potable, a noté la même source, faisant part qu'une enveloppe financière de plus de un (1) milliard de dinars a été mobilisée pour ce projet. Les habitants de ces régions qui regorgent d'eau saumâtre ont été pendant longtemps contraints de s'approvisionner en eau potable depuis les camions citernes, a-t-on rappelé, soutenant l'apport de ce projet dans l'amélioration du cadre de vie des milliers de cette région.

R. R.

Laghouat

## Remise de 116 titres de concession à des porteurs de projets

Cent-seize titres de concession ont été remis, durant l'année écoulée, à des porteurs de projets, au titre de la promotion de l'investissement dans la wilaya de Laghouat, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Parallèlement, 141 permis de construire ont été mis à la disposition des promoteurs, durant la même période, pour leur permettre d'entamer leurs projets localisés dans différentes zones industrielles à travers la wilaya, notamment celle de Bouchaker au chef-lieu de wilaya, a-t-on signalé. Couvrant une superficie totale de 16 000 hectares, 13 projets d'investissement

appelés à générer une fois opérationnels plus de 1 000 emplois, sont déjà entrés en phase de concrétisation, tandis que 34 autres totalisant 2 000 emplois, sont en cours de concrétisation, selon la même source. La commission chargée de la promotion de l'investissement dans la wilaya de Laghouat compte actuellement un total de 44 dossiers d'investissement déposés à son niveau, dont 19 autres ont été approuvés. S'agissant de la récupération des assiettes foncières non-exploitées, une «*large*» opération d'assainissement du foncier industriel a été lancée dans la wilaya, donnant lieu à la résiliation de

résilier 59 projets, a fait savoir la même source. Pour faciliter l'accès au foncier industriel, trois nouvelles zones d'activité sont projetées à travers le territoire des communes de Sidi-Makhlouf, Aflou et El-Assafia, et sont en cours d'aménagement. Dans le même cadre, la zone industrielle de Bouchaker a bénéficié de l'élaboration d'un dossier d'extension, en prélude au lancement prochain de travaux d'aménagement. La wilaya de Laghouat recense actuellement plus 2 800 entreprises, dont 329 ont été créées dans le cadre du plan visant l'encouragement de l'investissement local.

Hatem D.

Wilaya d'Alger

## 10 classes et espaces pédagogiques récupérés et 11 familles relogées

Les services de la wilaya d'Alger ont récupéré dans le cadre des opérations de relogement des familles occupant indûment les espaces pédagogiques, 10 classes, 1 bureau, 2 dépôts, un magasin et une extension illicite, a déclaré le président de la commission du logement au niveau de la wilaya d'Alger, Ismaïl Mohammed. Onze familles occupant des espaces

pédagogiques au niveau de 8 établissements éducatifs à travers 6 communes de la capitale ont été relogées au titre de cette opération dans les cités 800 logements Ben Haddadi, commune de Beni Messous et 1 299 logements à Baba Ali, commune de Saoula, a souligné M. Ismaïl Mohammed. Les dites familles squattaient des espaces pédagogiques au niveau des écoles

Mohammed Ben Zineb, Ahmed Amine, Khaled Ibn Walid (Sidi M'hamed), Abdelhamid Bensmaïa (Bir Mourad Raïs), Zaïdi Abderrahmane (Birkhadem), Mahfoud Djermani (Gué de Constantine), Mouloud Braza (El Madania) et Kelli Khellil (Birtouta). 110 établissements ont été récupérés totalisant 199 familles ce qui a permis la récupération de 65 classes, 25 can-

tines, 65 bureaux et 142 autres espaces, a-t-il poursuivi. 60 établissements sont à programmer pour les prochains jours abritant 120 familles. La récupération des espaces pédagogiques permettra de les aménager en prévision de la prochaine rentrée scolaire 2017/2018 en vue de mettre fin au phénomène de surcharge des classes.

Amel I.

Bouira

## Attribution de 2 000 logements sociaux d'ici à la fin de l'année

Deux-mille logements de type social seront attribués d'ici à la fin de l'année en cours à travers les différentes communes de la wilaya de Bouira, a fait savoir le wali Mouloud Chérifi lors d'un point de presse tenu en marge d'une session de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Cette attribution n'aura lieu qu'après l'achèvement de l'élaboration des listes et la fin des enquêtes sur les postulants, dont le travail est toujours en cours au niveau des commissions de daïras,

a expliqué le chef de l'exécutif, précisant que 800 unités sociales seront distribuées au niveau du chef-lieu de la wilaya prochainement, soit après les élections législatives. Le travail et les enquêtes sont en cours pour l'établissement des listes au niveau de chaque commission de daïra pour l'attribution dans la transparence de tous ces logements sociaux, a encore expliqué le premier magistrat de la wilaya. En mars dernier, 523 logements sociaux ont été distribués à leurs

bénéficiaires à El-Adjiba, Bir Ghalou, Raouraoua, El-Hachimia, Guerrouma, Bechloul et El-Ansam ainsi qu'Àth Rached et Aomar, lors de cérémonies distinctes présidées par M. Chérifi. La demande sur le logement social ne cesse de s'accroître dans la wilaya de Bouira, où plusieurs actions de protestation avaient eu lieu suite à l'affichage de listes de bénéficiaires, jugées injustes par les exclus.

S.F./APS

Libye

# Guterres met en garde contre un conflit généralisé

■ Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est dit alarmé par l'escalade militaire en Libye, mettant en garde contre l'impasse politique qui met à mal la transition.

Par Halim T.

« Compte tenu de la volatilité de la situation sécuritaire à Tripoli et des combats dans le croissant pétrolier et dans d'autres régions, la Libye court un risque de retour à un conflit généralisé », a indiqué le chef de l'ONU dans un rapport transmis au Conseil de sécurité.

« Je suis alarmé par la nouvelle escalade militaire et l'impasse politique en cours dans le pays qui met à mal la transition et les institutions émanant de l'accord politique libyen » (APL), a-t-il dit.

M. Guterres a exhorté toutes les forces armées en Libye à faire preuve de retenue en leur rappelant leurs obligations sous

le droit international humanitaire concernant la protection des civils, des ressources naturelles et des infrastructures en Libye.

« J'appelle tous les acteurs sécuritaires à avancer sans délai dans la mise en œuvre des dispositions provisoires de sécurité énoncées dans l'accord politique libyen », a enchaîné le SG de l'ONU, en soulignant « la nécessité d'un progrès rapide dans la création d'une force armée professionnelle et effective », unifiée sous un commandement civil.

Guterres a salué à cet égard la création de la garde présidentielle libyenne. Le chef de l'ONU a relevé que l'accord politique libyen « continue d'être soutenu par la majorité des acteurs



Antonio Guterres

libyens et internationaux comme seul cadre politique pour faire avancer le pays ». Guterres dit avoir « pris note de l'urgence

d'un consensus sur la nécessité d'apporter des modifications limitées à l'accord. Cela représente une opportunité pour surmonter l'impasse politique actuelle et faire avancer la transition », a-t-il soutenu.

Le SG de l'ONU a estimé qu'il était « maintenant urgent que toutes les parties prenantes s'engagent dans un processus inclusif afin d'aborder les principales questions entravant la mise en œuvre de l'accord politique, y compris la composition et la structure de diverses institutions,

en particulier l'autorité exécutive et le commandement militaire ».

L'ONU avait évoqué en février la possibilité d'un amendement limité du APL en vue de permettre à la chambre des représentants à Tobrouk d'approuver le gouvernement d'entente nationale (GNA) et d'aboutir à la formation d'une armée et d'une force de police fortes, qualifiant la Libye de « pays africain important détenant les plus grandes réserves de pétrole du continent ».

H. O. / agences

Sahara occidental

## US Western Sahara Foundation exhorte le président Trump à agir

L'ONG américaine US Western Sahara Foundation a exhorté le président Donald Trump à agir pour cesser l'occupation illégale du Sahara occidental en affirmant que le roi du Maroc, Mohamed VI, a miné le processus d'autodétermination des Nations Unies. Dans une lettre envoyée au président américain à la veille de sa rencontre prévue dimanche avec le souverain marocain, Suzanne Sholte, la présidente de cette ONG appelle l'administration américaine à envoyer un signal fort à la communauté internationale en faveur d'un règlement de la question sahraouie qui met fin à cette colonisation. « Monsieur le président, je vous écris au nom de US Western Sahara Foundation, une ONG représentant de nombreux citoyens américains préoccupés, pour vous demander d'exhorter le roi du Maroc, lors de votre rencontre avec lui (ce dimanche) de Pâques, à mettre fin à l'occupation illégale et brutale du Sahara occidental », écrit M<sup>me</sup> Sholte dans sa lettre transmise à la Maison Blanche. « A tout le moins, le roi doit cesser de miner le référendum d'autodétermination promis depuis longtemps par les Nations unies, et d'arrêter de terroriser et de brutaliser les Sahraouis vivant dans les territoires occupés », ajoute cette militante des droits de l'Homme. « Heureusement, l'année dernière, la Cour de justice européenne a rendu plus dif-

ficile le pillage des ressources naturelles des Sahraouis par le Maroc, qui est une autre pratique que le roi doit y mettre fin », enchaîne M<sup>me</sup> Sholte, qui est également présidente de Défense Forum Foundation. Mme Sholte relève dans sa lettre que l'administration Trump « comprend l'importance de lutter contre le radicalisme et que l'un des objectifs permettant de remporter cette victoire est de renforcer et soutenir les musulmans modérés qui partagent nos valeurs ». Et d'enchaîner : « Il n'y a pas un grand admirateur des valeurs de l'Amérique comme le peuple du Sahara occidental qui a créé une République inspirée des (valeurs) de notre Constitution américaine ». La présidente de US Western Sahara Foundation rappelle à ce propos que la République arabe sahraouie démocratique (RASD) est membre de l'Union Africaine (UA), reconnue par plus de 70 pays. « Les Sahraouis continuent d'inspirer les citoyens du monde entier avec leurs efforts dévoués pour la liberté par l'application du droit et les plaidoyers pacifiques », souligne M<sup>me</sup> Sholte. « Monsieur le président, si vous défendez le peuple du Sahara occidental, vous enverrez un signal fort à la communauté internationale exprimant l'engagement des Etats-Unis en faveur du respect des règles de droit, de la démocratie et des droits de l'Homme », a-t-elle dit. « Vous allez également envoyer un signal

puissant que l'administration Trump ne va pas tolérer la subjugation illégale et contraire à l'éthique d'un peuple pacifique qui partage nos valeurs et aspire à imiter notre nation », a-t-elle conclu. La société civile américaine se mobilise, depuis l'arrivée jeudi du roi Mohamed VI aux Etats-Unis, pour dénoncer la colonisation et les violations des droits de l'Homme commises par les forces d'occupation marocaines au Sahara occidental. L'administration américaine ne reconnaît pas la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental.

Le département d'Etat a maintenu fin 2016 le Sahara occidental dans sa liste des dépendances et territoires à souveraineté spéciale, en affirmant que sa souveraineté « reste à déterminer ». Il est on ne peut plus clair que sur ce dossier l'administration américaine a rejeté catégoriquement les revendications fallacieuses du Maroc sur les territoires sahraouis occupés. Dans les précisions apportées par le bureau du renseignement et de la recherche relevant du département d'Etat, l'administration américaine confirme également qu'elle ne reconnaît « aucune puissance administrante » dans ce territoire ce qui constitue un désaveu cinglant à la thèse « de la marocanité du Sahara occidental » que Rabat veut imposer de force.

Souad F./APS

Tunisie

## Un parti islamiste radical souhaite « enterrer » la démocratie

HIZB UT-TAHRIR prône la mise en place d'un califat et de la loi islamique. Le gouvernement a déposé une demande de suspension des activités du parti. « La démocratie n'attire plus personne (...) et il est temps d'annoncer sa mort et de travailler à son enterrement ». C'est ce qu'a affirmé Abderraouf Amri, le président du bureau politique du parti islamiste radical tunisien Hizb ut-Tahrir. Ce dernier prône la mise en place d'un califat et de la loi islamique, et a donc appelé samedi lors de son congrès annuel à enterrer la démocratie. Le parti est régulièrement accusé par les autorités de « troubles à l'ordre public ». Des centaines de partisans ont participé près de Tunis au congrès glorifiant « le califat, sauveur de l'humanité » et dénonçant la « persécution » mise en place par le système démocratique. Mehdi Ben Garbia, ministre chargé des Relations avec les instances constitutionnelles, la société civile et les organisations des droits de l'homme, a indiqué à l'Agence France-Presse avoir déposé il y a deux semaines « une demande de suspension d'un mois des activités du Hizb ut-Tahrir ». Cette demande intervient « après des déclarations de membres de ce mouvement portant atteinte au régime républicain de la Tunisie », a-t-il ajouté. Lors de son congrès, ce mouvement a de son côté dénoncé « des tentatives pour interdire et entraver » ses activités.

## Congrès 2016 interdit

Créé au début des années 1980, Hizb ut-Tahrir n'a été légalisé qu'en 2012, après la révolution contre la dictature de Zine El Abidine Ben Ali. En 2016, ce mouvement s'est vu interdire la tenue de son congrès annuel pour des « raisons de sécurité », en vertu de l'état d'urgence en vigueur dans le pays depuis une vague d'attaques djihadistes sanglantes. « Il s'agit d'un parti qui ne reconnaît pas le caractère civil de l'Etat », avait notamment fait valoir le ministre de l'Intérieur, Hédi Majdoub. Les orientations de Hizb ut-Tahrir reposent sur la souveraineté de la Oumma – la communauté des musulmans – et sur la charia comme législation.

R. M.



## Mossoul

# En six mois de bataille, l'EI recule sans être vaincu

■ Depuis le coup d'envoi il y a six mois de l'offensive pour reprendre Mossoul, les forces irakiennes ont enregistré d'importantes avancées, mais la bataille contre le groupe jihadiste État islamique (EI) est loin d'être terminée, préviennent des experts.

Les forces irakiennes soutenues par la coalition internationale antijihadistes menée par Washington «auront bientôt terminé l'opération de reconquête de Mossoul», la deuxième ville d'Irak passée aux mains de l'EI en juin 2014, estime Patrick Martin, spécialiste de l'Irak à l'Institut for the Study of War (Institut des études de la guerre) à Washington. Mais «les derniers quartiers seront les plus difficiles à reprendre, surtout la vieille ville et les quartiers restant dans le nord-ouest de Mossoul», dans le nord du pays, ajoute-t-il. La progression dans la vieille ville, un entrelacs de ruelles étroites où résideraient encore des centaines de milliers de civils, s'avère ardue et lente. «Vous ne pouvez pas y faire entrer des véhicules, c'est donc une opération à pied»,

indique le général Rick Uribe, l'un des responsables au sein de la coalition internationale. «Parfois, nous avons une bonne journée si nous avons avancé de 50 mètres», ajoute-t-il. Les forces irakiennes ont lancé l'opération pour reprendre Mossoul le 17 octobre. Quelque 30 000 membres de l'armée, la police et le contre-terrorisme sont impliqués dans la bataille. Elles ont reconquis la partie orientale de cette cité coupée en deux par le fleuve Tigre un peu plus de trois mois plus tard, le 24 janvier. Le 19 février, elles sont reparties à l'offensive pour reconquérir la partie ouest de la ville. Depuis, des centaines de civils ont été tués dans les combats et plus de 200 000 personnes ont été déplacées. La coalition internationale a déclaré avoir «probablement» joué un rôle dans la mort de civils à



AFP - D. R.

Mossoul, tout en accusant les jihadistes d'utiliser les habitants comme «boucliers humains». Pour l'EI, perdre Mossoul serait un grand camouflet puisque la ville est son dernier grand bastion urbain en Irak. Toutefois, «en finir à Mossoul ne veut pas dire que c'est terminé pour Daech (acronyme arabe de l'EI) en Irak», estime le général Uribe. «Il y a encore un nombre significatif de secteurs en Irak qui demanderont d'être net-

toyés de Daech (acronyme de l'EI en arabe)», ajoute-t-il. Selon le commandement conjoint des opérations, une structure irakienne coordonnant la lutte antijihadistes, l'EI a beaucoup perdu de terrain depuis ses gains éclairs en 2014. S'il avait réussi alors à s'emparer de 40% du territoire irakien, il n'en détenait plus que 6,8%, a indiqué le 11 avril le général Yahya Rassoul, porte-parole de ce commandement conjoint. Mais les

jihadistes restent présents dans des zones à l'ouest de Mossoul et dans la province occidentale d'Al-Anbar. Et selon Patrick Martin, ils ont «reconstitué des capacités d'attaques dans la province de Diyala (est) ou dans celle centrale de Salaheddine». «Les victoires (irakiennes) à Mossoul occultent la résurgence de l'EI dans d'autres provinces», met en garde l'analyste et le groupe garde une forte capacité à mener des attaques suicides meurtrières. Une victoire contre l'EI à Mossoul laissera l'Irak face à des problèmes épineux. Les querelles politiques entre l'État central et la région autonome du Kurdistan pour le contrôle des territoires dans le nord pourraient ressurgir avec force. Et le pays devra faire face aux lourdes conséquences de cette violente guerre: villes dévastées à reconstruire, centaines de milliers de civils déplacés. Sans compter les milliers d'enfants déscolarisés depuis des années qui pourraient constituer une génération perdue.



## Points chauds

### Exécutions

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que les États-Unis aiment régulièrement se targuer d'être en première ligne dans la guerre pour les droits de l'Homme, ils demeurent néanmoins le seul pays occidental à pratiquer la peine de mort. Une situation à laquelle la nouvelle administration Trump n'est pas prête de remédier. Pourtant, parfois ceux qui combattent ce châtiement arrivent, difficilement, à remporter quelques batailles. En effet, l'Arkansas est devenu en quelques semaines l'épicentre du combat contre la peine de mort aux États-Unis après que huit condamnés à mort, pour meurtres, ont vu leurs sorts épargnés, temporairement du moins, en attendant que la justice se prononce sur leur exécution. Don Davis et Bruce Ward devraient être exécutés aujourd'hui 17 avril. Le 20 avril, ce devrait être le tour de Ledelle Lee et Stacey Johnson. Puis le 24 avril, ce pourrait être celui de Marcel Williams et Jack Jones. Enfin, le 27 avril, Jason McGehee et Kenneth Williams devraient être exécutés. Le gouverneur Républicain de l'Arkansas, Asa Hutchinson, avait signé, le 10 mars, un décret ordonnant cette série d'exécutions groupées, étalée sur dix jours. Ce rythme inédit pour l'histoire récente de la peine de mort aux États-Unis était justifié par la prochaine date de péremption du midazolam, l'une des substances utilisées pour mettre à mort les condamnés, avec le bromure de vécuronium, un médicament ayant pour effet de décontracter les muscles et le chlorure de potassium qui provoque un arrêt cardiaque. Après de multiples recours judiciaires et une mobilisation internationale des opposants à la peine de mort, une juge fédérale a suspendu, ce samedi, ce processus. Dans sa décision, la magistrate Kristine Baker a fait valoir que l'Arkansas n'avait exécuté personne depuis 2005 et a reconnu à ces prisonniers le droit de remettre en cause leur mode d'exécution par injection, celle-ci incluant une substance très controversée. «Il est regrettable qu'une juge ait pris le parti de prisonniers condamnés, dans une ultime tentative de retarder la justice», a réagi un porte-parole de la procureure générale de l'Arkansas, favorable à la peine de mort. L'État de l'Arkansas va saisir la Cour d'appel fédérale compétente de ce jugement tombé après plusieurs semaines de rebondissements judiciaires. Au bout du compte, c'est tout le programme d'exécutions élaboré par le gouverneur Hutchinson qui a déraillé au fil des jours devant différents juges. Ses détracteurs lui reprochent une précipitation absurde et arbitraire, faisant courir aux prisonniers un grave danger d'exécution «ratée». En une semaine et demie, l'État aurait réduit brutalement de 20 % le nombre total de ses condamnés à mort. Reste à voir si cet énième épisode relatif à la peine capitale aux États-Unis aura de réelles répercussions à Washington ou si l'administration Trump, comme l'administration Obama avant elle, décidera de maintenir le statu quo sur la question pour ne pas froisser une large base d'Américains qui tient farouchement à ce châtiement définitif.

F. M.

## Corée du Nord

### Tir de missile raté, une «provocation» pour Washington

La Corée du Nord a échoué hier à mener un nouveau tir de missile au lendemain d'une vaste parade militaire, un essai qualifié de «provocation» par le vice-président américain Mike Pence, en visite à Séoul. «Le commandement des forces américaines dans le Pacifique a détecté et suivi ce que nous estimons être un tir de missile nord-coréen à 11h21 heure de Hawaï (21h21 GMT), le 15 avril, depuis le site de Sinpo», sur la façade océanique du pays, a déclaré Dave Benham, son porte-parole. Mais «le missile a presque immédiatement explosé», a-t-il affirmé, confirmant des informations préalables du ministre sud-coréen de la Défense. «Cette provocation du Nord est le dernier rappel en date des risques auxquels vous faites face quotidiennement dans la défense de la liberté du peuple de Corée du Sud et de l'Amérique dans cette partie du monde», a affirmé Mike Pence à des militaires américains et à leurs familles. Les États-Unis maintiennent quelque 28.500 militaires en Corée du Sud. La tournée du vice-président américain en Asie était prévue de longue date. Ni Séoul ni Washington n'ont précisé quel type de missile avait été testé hier matin par Pyongyang. Cet essai est survenu au lendemain d'une vaste parade militaire nord-

coréenne au cours de laquelle de nouveaux missiles – dont des engins balistiques intercontinentaux, selon des experts – ont été dévoilés. Informé de l'essai avorté, le président américain Donald Trump «n'a pas plus de commentaire à faire», a indiqué le ministre américain de la Défense, James Mattis. Le ministère des Affaires étrangères britannique s'est déclaré «inquiet» face à ce nouveau tir. Ce test était largement attendu du régime de Pyongyang, alors que la tension est au plus haut avec les États-Unis depuis que le président Trump a affirmé jeudi sa volonté de «traiter» le «problème» nord-coréen. Fin mars-début avril, la Corée du Nord avait déjà tiré trois missiles balistiques vers la mer du Japon. Le défilé militaire nord-coréen avait notamment pour but de répondre à Donald Trump, qui a récemment décidé d'envoyer un groupe aérien autour du porte-avions américain Carl Vinson vers la péninsule coréenne. «Laissez-moi vous assurer que sous la direction du président Trump, notre détermination n'a jamais été aussi forte, notre engagement dans cette alliance historique avec le peuple courageux de Corée du Sud jamais aussi fort. Avec votre aide et celle de Dieu, la liberté prévaut à jamais sur cette péninsule», a lancé hier le vice-président

américain. S'exprimant avant la gigantesque parade militaire de samedi dans la capitale nord-coréenne, le numéro 2 du régime nord-coréen avait promis que son pays était «prêt à répondre à une guerre totale par une guerre totale»: «Nous sommes prêts à répliquer à toute attaque nucléaire par une attaque nucléaire à notre façon», avait insisté Choe Ryong-Hae. La Chine a fait part vendredi de son inquiétude face à la montée de tensions entre les États-Unis et la Corée du Nord. Pékin plaide depuis plusieurs semaines pour une solution dite de «suspension contre suspension»: Pyongyang doit interrompre ses activités nucléaires et balistiques et Washington ses manœuvres militaires communes avec la Corée du Sud, des exercices annuels considérés par le Nord comme une provocation. Les États-Unis rejettent le plan chinois. Mais Pékin, qui maintient qu'il s'agit de «la seule option réalisable», a mis Washington au défi d'avancer «une meilleure proposition». Le vice-président américain doit rencontrer aujourd'hui le président en exercice sud-coréen Hwang Kyo-Ahn pour des discussions centrées sur l'armement nord-coréen et un programme controversé de défense antimissiles américain baptisé THAAD.





Le wali de Tizi Ouzou :

# Les événements du 20 avril sont inscrits dans l'histoire de l'Algérie contemporaine

■ Les événements du 20 avril 1980 sont inscrits dans les annales de l'histoire de l'Algérie contemporaine, a estimé, samedi, le wali de Tizi Ouzou à l'occasion du lancement officiel des festivités commémoratives du 37<sup>e</sup> anniversaire du printemps amazigh.

Par Adéla S.

**M** o h a m m e d Boudarbali qui a annoncé le démarrage des activités culturelles à partir du village Cheurfa, dans la daïra d'Azeffoun (à une cinquantaine de kilomètres au nord de Tizi Ouzou), a affirmé que cette date, célébrée dans une ambiance particulièrement festive, concerne tout le pays puisque la dimension amazighe représente l'un des éléments constitutifs de la personnalité de l'Algérie.

«L'Algérie ne saurait négliger ses origines culturelles. L'Etat algérien a accordé à tamazight la place naturelle qui est la sienne dans la vie nationale grâce à beaucoup de sacrifices d'hommes et de femmes de cette région et de tout le pays. Sa

consécration comme langue nationale et officielle a contribué à l'enrichissement et au développement de la culture algérienne qui s'appuie sur un socle sûr», a souligné le wali.

M. Boudarbali a relevé que de grands efforts ont été consentis en vue de développer la langue et la culture amazighes, «mais beaucoup reste encore à faire et les chercheurs et les académiciens devront jouer leur rôle pour asseoir des bases scientifiques sûres de cet héritage ancestral commun à tous les Algériens».

Fêter le 20 avril, a-t-il soutenu, «ne signifie pas que le combat est arrivé à sa fin. Nous devons en faire une occasion pour dialoguer et débattre des acquis actuels, des voies idéales et des moyens qui assureront son développement et son confortement en tant que constante de l'identi-

té nationale».

Le chef de l'exécutif de Tizi Ouzou a tenu également à rendre hommage à Mouloud Mammeri qui a mis toute sa vie au service de tamazight, ainsi qu'à Tahar Djaout pour lequel un recueillement à eu lieu au niveau du village Aït Chafaâ.

Pour la directrice de la culture, Nabila Goumeziane, le 20 avril a marqué le début d'une nouvelle ère dans le combat identitaire amazigh et depuis le travail mené par les militants de la cause a abouti à sa constitutionnalisation comme langue nationale et officielle.

«L'enjeu aujourd'hui est de mettre tous les moyens humains et matériels pour son développement et son épanouissement», a-t-elle déclaré. Au premier jour de cette commémoration qui se poursuivra jusqu'au 24 avril se-



chain, le village Cheurfa a choisi de sortir des oubliettes la tradition ancestrale d'Amager Tefsut (l'accueil du printemps), marquée par une opération de plantation d'arbres, la cueillette des fleurs et une ouaâda où des plats traditionnels sont dégustés.

Les étudiants du département de langue et littérature fran-

çaises de l'université Mouloud-Mammeri ont rendu hommage à l'écrivain, chercheur et anthropologue Mouloud Mammeri, à travers la lecture de textes extraits de ses romans dont «La traversée» et «La colline oubliée» ainsi que sa lettre à Mohand Azwaw traduite en tamazight.

A. S./APS

## Cinéma

### Nicole Garcia explique sa vocation d'actrice et de réalisatrice

Invitée des Avant-Premières, le cycle de cinéma français organisé en Argentine à Montevideo et à Buenos Aires début avril, Nicole Garcia s'est exprimée sur sa vocation d'actrice, puis de réalisatrice, confiant qu'à partir de 40 ans, en passant derrière la caméra, elle a eu «envie de faire tomber le masque».

#### Féministe

Invitée pour présenter son film «Mal de pierres», projeté en compétition au dernier festival de Cannes avec Marion Cotillard, elle a déclaré qu'elle considérait ce long métrage comme sa création «la plus personnelle». Nicole Garcia est connue en Amérique du Sud notamment pour «Place Vendôme» (1998) et

«L'adversaire» (2002). La veille de l'entretien avec l'AFP, elle avait rempli la salle de projection avec son dernier film, avant d'être ovationnée par le public.

Commentant la place des réalisatrices dans le cinéma, Nicole Garcia «refuse complètement de penser que les femmes réalisatrices peuvent avoir un regard différent. Je me définis comme féministe. Je crois que les femmes n'ont aucun intérêt à ce qu'on les enferme dans un cinéma dit de femmes», a-t-elle lancé.

«Jusqu'à présent, celui qui a le mieux parlé des femmes, c'est Ingmar Bergman, qui a sondé quelque chose de la psyché des femmes, de leurs contradictions», ajoute-t-elle.

La réalisatrice a senti très tôt qu'elle ne pourrait pas vivre sa

vie si elle ne faisait pas appel à l'imaginaire. Elle raconte que son envie d'être actrice lui est venue telle une vocation à l'âge de 13 ans, alors qu'elle rentrait du collège.

#### Tomber le masque

«Qu'est-ce que je cherchais à réparer de ma vie ? Des choses d'enfance, sûrement, j'avais besoin de sortir de l'ombre et rentrer dans la lumière, de marcher à côté d'un imaginaire», dit-elle. En tant qu'actrice, Nicole Garcia a travaillé avec de nombreux réalisateurs, d'Alain Resnais à Claude Sautet, en passant par Claude Lelouch, Bertrand Tavernier et Laurent Heynemann.

«Je suis sortie de l'enfance en pensant que je ne pouvais pas

parler en mon nom propre. Et comme je voulais parler, je me suis dit que j'arriverais à le faire au travers d'un masque. J'étais très heureuse de jouer. Et, à un moment de ma vie, j'ai eu envie de faire tomber le masque et parler par ma voix», décrit Nicole Garcia. Depuis «Un week-end sur deux» en 1990, cette figure du cinéma français a tourné huit longs-métrages, dont trois ont été sélectionnés à Cannes («L'adversaire», «Selon Charlie» et «Mal de pierres»).

#### Hommage à Nicole Garcia au Festival Cinéma (octobre 2016)

«Justement, le grand bénéfice que j'ai trouvé en devenant cinéaste par rapport à mon statut

d'actrice, c'était de me libérer d'un déterminisme du sexe. Ça a été une magie à 40 ans de découvrir l'univers de la mise en scène».

«Les femmes ont mis du temps à prendre le cinéma des mains des hommes, et c'est vrai du cinéma comme de tous les autres arts (...) Je pense qu'on ne peut pas exiger de la parité en art», estime la réalisatrice. Pourtant, dès la naissance du cinéma (1895), une femme française s'est distinguée, dès 1896, comme première cinéaste au monde. Alice Guy (1873-1968) fut d'abord réalisatrice, puis créatrice de la société de production Solax Film Co en 1910.

Il est toutefois vrai, comme le souligne Nicole Garcia, qu'«il y a moins de cinéastes femmes. Mais elles réussissent et, si elles le font avec des œuvres intéressantes, elles seront reconnues au même titre que les hommes. Il faut se battre, mais pas se victimiser».

Parfois attaqué pour ne pas laisser assez de place aux femmes dans ses sélections officielles, le Festival de Cannes, dont on vient de connaître la programmation 2017, a inversé la vapeur, en sélectionnant douze réalisatrices cette année. Thierry Frémaux, délégué général du Festival, a rappelé sur France Inter à ce titre que les femmes représentent 7% de la profession au niveau mondial et que la sélection connait l'élève à 12% des cinéastes sélectionnés.

Racim C.

## Rétrospective

### Une semaine d'activités culturelles

Les expositions d'art pictural auront dominé l'activité culturelle de la semaine écoulée en plus d'autres événements dédiés à la poésie, à la musique et au cinéma

- Le plasticien Yacine Aïdoud expose, depuis samedi, «Expressions croisées», à la galerie «Les ateliers bouffée d'art» à Alger, jusqu'au 6 mai prochain.

- Une exposition collective de photographes algériens intitulée «Migrations», inaugurée jeudi au café littéraire «Le sous-marin» Alger où elle se poursuit jusqu'au 20 avril.

- L'artiste peintre Amar Briki expose depuis vendredi «Fragments intimes» à la galerie «Seen art Gallery» jusqu'au 4 mai prochain.

- Un spectacle de musique andalouse et

de chants et danses flamenco a été présenté jeudi à Alger par la chanteuse Hasna Hini, la danseuse Samara et son guitariste Sergio Matesanz.

- Le documentaire «Nostalgie de la ville d'Hussein-Dey, avenue Tripoli», de Abdelatif Aliane, a été présenté samedi en avant-première à Alger.

- La 4<sup>e</sup> édition du Tipasa des poètes s'est tenue samedi au théâtre de la ville romaine de Tipasa avec la participation de poètes algériens, maliens, burkinabés et français.

- L'acteur algérien Cherif Azrou a reçu dimanche à Oujda le Prix de la meilleure interprétation masculine du 6<sup>e</sup> Festival maghrébin du film d'Oujda, pour son rôle dans «L'étoile d'Alger» réalisé par Rachid Benhadj.

- Le court métrage «Kindil El Bahr» du réalisateur franco-algérien Damien Ounouri a remporté lundi le Prix «Filmmaker to Filmmaker Award» du 26<sup>e</sup> Festival du court métrage d'Aspen dans le Colorado (Etats Unis).

- Le long métrage «Timgad», du Franco-Algérien Fabrice Benchaouche, a reçu dimanche une mention spéciale au 12<sup>e</sup> Festival international du film oriental de Genève (Fifog).

- Le long métrage «En attendant les hirondelles», du réalisateur algérien Karim Moussaoui, a été retenu dans la section «Un certain regard» du 70<sup>e</sup> Festival de Cannes prévu du 17 au 28 mai.



## Coup-franc direct

L'USMH, un modèle à ne pas suivre !

Par Mahfoud M.

Le patron de la FAF a vu juste en décidant de relancer la DNGC pour vérifier les budgets des clubs qui se disent professionnels. En effet, le président de la fédération estime que cela ne peut pas continuer ainsi avec des clubs qui dépendent plus qu'ils n'ont et restent surendettés. Attendant toujours la baraka de l'argent public, les dirigeants de certaines formations ne comptent pas investir, restent dans une situation difficile et ne pensent pas ouvrir la porte à d'autres investisseurs capables d'injecter de l'argent. L'USMH est un de ces modèles qu'il ne faut pas suivre, tant elle patauge à chaque saison et souffre le martyre. Disposant pourtant de bons jeunes et d'un staff technique compétent qui a donné une âme à l'équipe et lui a procuré une manière de jeu spécifique avec un football attrayant, ce club n'est pas pour autant mis dans des conditions idéales pour continuer à évoluer dans un environnement sain. C'est toujours le même scénario qui se produit avec des éléments qui déclenchent une grève pour demander leur dû. Cela n'est pas près de s'arrêter tant que le président Laib procède de la même manière et fait de fausses promesses. Il ne compte pas régler le problème définitivement, se contentant de tenter de calmer les esprits, alors que la logique voudrait qu'ils se retire s'il est dans l'incapacité de gérer le club.

M. M.

### Tour national cycliste à Mostaganem Abdenabi 3<sup>e</sup>

**LE CYCLISTE** Khaled Abdenabi, sociétaire du GS Pétroliers, a remporté la 3<sup>e</sup> et dernière étape du tour national cycliste, disputée samedi sur le circuit Mostaganem-Bouguirat-Mostaganem, long de 112 km. Abdenabi, avec un chrono de 2h 33min 43sec, a devancé au classement ses coéquipiers Yacine Hamza et Benyoucef Abdellah, crédités tous deux du même temps. Chez les juniors, la première place est revenue au coureur Mansouri Hamza, du Célo Club Sovac, qui a réalisé un temps de 2h 37min 43sec, devant Slatni Youcef du club cycliste de Khemis Miliana et Omar Righi du club Lions de

l'Atlas blidéen à égalité, en 2h 38min 13sec. Ce rendez-vous sportif national de la petite reine a été jugé d'un niveau technique appréciable par le président des jurys Guerabio Abdelkrim, qui a surtout permis aux jeunes de montrer des qualités certaines, ce qui augure d'un avenir radieux à la discipline. Cette 3<sup>e</sup> édition du Tour national cycliste de Mostaganem, organisée durant trois jours par la ligue de wilaya en collaboration avec la Fédération algérienne de cyclisme, a vu la participation de 110 cyclistes des catégories juniors et seniors, issus de douze clubs représentant sept ligues de wilaya.

### Handisport/Meeting international de Tunis 14 médailles dont 5 en or pour l'EN

**LES ATHLÈTES** de la sélection algérienne handisports ont récolté 14 médailles dont 5 en or, au terme de la 2<sup>e</sup> journée du 1<sup>er</sup> meeting international de Tunis disputée vendredi au stade de Radés. Les Algériens qui comptent également 5 médailles en argent et 4 en bronze, occupent provisoirement la 3<sup>e</sup> place au tableau derrière la Tunisie (24 or, 21 argent, 17 bronze) et le Maroc (5 or, 5 argent, 5 bronze).

Ce rendez-vous prend fin samedi avec le déroulement des épreuves de la 3<sup>e</sup> et dernière journée. Dix-huit pays prennent part au rendez-vous de Tunis, et un total de plus de 200 athlètes (hommes et femmes) prennent part à cette compétition, selon le comité d'organisation. Ce meeting est un des neuf grands Prix inscrits au calendrier annuel du Comité paralympique international (IPC) et il réunit, généralement, des athlètes de niveau mondial. En cette année 2017, il constitue une étape préparatoire pour les athlètes présents en vue des prochains championnats du Monde prévus à Londres du 4 au 23 juillet prochain.

### Championnat d'Afrique des clubs féminins de volley-ball (classement) L'ASW Béjaïa termine à la 15<sup>e</sup> place

**LE CLUB** algérien de volley-ball féminin l'ASW Béjaïa a terminé à la 15<sup>e</sup> place du Championnat d'Afrique des clubs champions, à l'issue de sa victoire face à son homologue camerounais Bafia sur le score de 3 sets à 0 (25-10, 25-22, 25-17), en match de classement (15-16<sup>e</sup> places) disputé samedi à Monastir (Tunisie). Le deuxième représentant algérien dans la compétition le GS Pétroliers, éliminé en quarts de finale face aux Égyptiennes d'Al Ahly du Caire (3-0), devait jouer son dernier match de classement (5<sup>e</sup>-6<sup>e</sup> places) hier, face à la formation kenyane de Pipeline qui s'est imposée devant le Club Sfaxien (3-0).

## Coupe de la Confédération (16<sup>es</sup> de finale/retour bis)/MCA 4-Young Africans 0

# Le Doyen en phase des poules

Le représentant algérien en Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), le MC Alger, a arraché, avec l'art et la manière, sa qualification pour la phase de poules de cette compétition, en atomisant son homologue tanzanien de Young Africans sur le score de (4-0), mi-temps (2-0), en match retour des 16<sup>es</sup> de finale bis, disputé samedi soir au stade du 5-Juillet (Alger).

Par Mahfoud M.

Les buts du MCA ont été inscrits respectivement par Aouadj (16', 90+1), Derardja (40') et Zerdab (66'). C'est la première qualification du vieux club algérois à cette phase de poules. Lors du match aller disputé à Dar Es Salaam samedi dernier, le MC Alger s'était incliné par la plus petite des marges (0-1). Le Doyen a donc réussi l'exploit de remonter le score du match aller et de quelle manière, puisqu'il n'a fait qu'une bouchée du représentant tanzanien qui n'a pas résisté devant la furia de ses attaquants décidés à en découdre dès les premières minutes de cette rencontre et ce, pour montrer que le défaite de la rencontre aller n'était qu'un accident de parcours et que les Vert et Rouge pouvaient mieux faire, d'autant plus que ses joueurs étaient très



Le Mouloudia euphorique

déterminés et voulaient ardemment créer la surprise et aller en phase des poules qui reste un objectif majeur pour le club. Le patron du Mouloudia, Omar Ghrib, était aux anges en fin de partie, lui qui insistait sur la qualification pour cette phase finale qui restait très importante pour le club qui se devait de jouer les

premiers rôles dans cette compétition africaine pour son retour sur la scène continentale. Le Mouloudia devrait maintenant continuer sur sa lancée pour tenter de remonter le classement en Ligue 1 surtout qu'il aura des matchs en retard à jouer et qui seront déterminants pour la formation algéroise.

M. M.

FAF

## Korichi démissionne

Le technicien Taoufik Korichi, qui a occupé le poste de directeur technique national de la Fédération algérienne de football (FAF) ces deux dernières années et qui devait continuer à s'occuper de la formation d'entraîneurs a décidé de quitter la DTN, a annoncé l'instance fédérale ce samedi. Korichi a informé le président de la Fédération algérienne de foot-

ball, Kheireddine Zetchi, qu'il quittait la DTN pour des raisons personnelles samedi au Centre technique national de Sidi Moussa au cours d'une réunion de travail, précise la FAF sur son site officiel. Le nouveau président de la FAF avait installé Fodil Tikanouine officiellement lundi dernier dans ses nouvelles fonctions de directeur technique national (DTN) de la Fédération

algérienne de football (FAF) à la place de Korichi. Outre son ex-poste de DTN, Taoufik Korichi s'occupait également de la future sélection olympique algérienne de football qui prépare les Jeux de solidarité islamique prévus à Bakou (Azerbaïdjan) en mai prochain. Il avait déjà organisé deux stages de préparation au Centre technique de Sidi Moussa (Alger).

Naples

## Ghoulam courtisé par l'Athletico Madrid

L'Athletico Madrid (Liga espagnole) serait intéressé par les services de l'international algérien Faouzi Ghoulam, sociétaire de Naples (Serie A italienne), rapporte samedi le journal français *Le Figaro*. Une offre de 20 millions d'euros aurait été proposée par le club de la capitale espagnole aux dirigeants

napolitains, selon la même source. Outre le club espagnol, l'ancien joueur de Saint-Etienne est sur les calepins de nombreux grands d'Europe, entre autres l'Olympique de Marseille, Paris Saint-Germain (Championnat Français) et le Bayern Munich (Championnat d'Allemagne). Sous contrat avec le club napolitain

jusqu'en juin 2018, Ghoulam qui évolue au club de Serie A depuis 2014, refuse de prolonger son contrat avec Naples. Il est plus que jamais sur le départ au terme de cette saison.

### Judo / Championnats d'Afrique 2017 (2<sup>e</sup> journée) L'EN décroche 18 médailles

**LA SÉLECTION** algérienne (messieurs/dames) de judo, avec un total de 18 médailles (7 or, 5 argent et 6 bronze), occupe la première place du classement général des Championnats d'Afrique 2017 de la discipline, à l'issue de la deuxième journée de compétition disputée samedi dans la capitale malgache, Antananarivo. A une journée de la fin de la compétition, l'Algérie devance au classement général la Tunisie avec 9 médailles (3 or, 5 argent, 1 bronze) et l'Égypte (2 or, 2 argent, 6 bronze). Les sept médailles d'or algériennes ont été décrochées par Kaouthar Oualal (-78 kg), Sonia Asselah (+78 kg), Meriem Moussa (-52 kg), Lyes Bouyakoub (-100 kg) Houd Zourdani (-66 kg), et le doublé de Nadjib Temmar

(+100 kg et Open). Les autres médailles algériennes ont été remportées par Mohamed Rebahi (-60 kg), Wali Ezzine (-66 kg), Ratiba tariket (-57 kg), Sonia Asselah (Open) et Imene Agouar (-70 kg) pour l'argent, alors que Amina Belkadi (-63 kg), Faiza Aissahine (-52 kg), Oussama Djeddi (-73 kg), Souad Belakhal (-70 kg), Abderrahmane Benamadi (-90 kg) et Mehdi Lili (+100 kg) se sont adjugés le bronze. La dernière journée de compétition, prévue hier, a été consacrée aux épreuves par équipes. Au total, 188 athlètes (113 messieurs et 75 dames), de 22 pays, prennent part à ces championnats d'Afrique 2017, organisés du 14 au 16 avril à Antananarivo, dont 18 Algériens (9 messieurs / 9 dames).

### Coupe d'Algérie féminine (seniors) L'ASSN et la JFK accèdent en finale

**L'AS SÛRETÉ** nationale et la JF Khroub se sont qualifiées pour la finale de la Coupe d'Algérie de football féminine seniors, à l'issue des demi-finales disputées samedi. L'équipe de la Sûreté nationale s'est imposée face à Affak Relizane sur le score de un but à zéro (1-0), en dem-finale disputée au stade du 20-Aout 55, alors que la JF Khroub a éliminé le CF Akbou sur le même score d'un but à zéro (1-0) lors de la seconde demi-finale au Khroub.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

## Travaux d'entretien

### Fermeture nocturne du tunnel d'Oued Ouchaih

LE TUNNEL d'Oued Ouchaih (Alger) sera partiellement fermé à la circulation routière de 23h00 à 5h00 à partir d'aujourd'hui et pour une durée de 15 jours pour des travaux d'entretien périodique, indique hier un communiqué de la Direction des travaux publics de la wilaya d'Alger.

«Dans le cadre de l'entretien périodique et l'étude de mise à niveau du tunnel d'Oued Ouchaih dans les deux sens, la Direction des travaux publics de la wilaya d'Alger informe les usagers de la route que le tunnel d'Oued Ouchaih sera partiellement fermé à la circulation routière pendant la nuit (de 23h00 à 5h00) sur les deux voies pour une durée de 15 jours à partir du 17 avril 2017», précise la même source.

La DTP d'Alger demande aux usagers de cet axe d'emprunter les autres pénétrantes, celles des Annassers ou de l'aéroport, pour rejoindre l'autoroute de l'Est et la rocade Sud.

K. L.

## Tizi Ouzou

### Repêchage du corps sans vie d'un enfant

LE CORPS sans vie d'un enfant a été repêché, avant-hier, par les éléments de la Protection civile, d'une retenue collinaire situé au lieu-dit Touarès dans la commune de Draa Ben Khedda (11 km à l'est de Tizi Ouzou). Selon les indications fournies par la cellule de communication de la Protection civile à Tizi Ouzou, l'alerte a été donnée

dans l'après-midi du samedi avant que les éléments de l'unité marine de Tizirt du même corps constitué ne soit dépêchée sur les lieux où le corps de la victime, un garçon de 17 ans, a été retiré sans vie de la retenue collinaire. La dépouille mortelle de la victime a été transférée vers la morgue du CHU de Tizi Ouzou.

Hamid M.

## Destruction de cinq casemates à Skikda

### Découverte du cadavre d'un terroriste

LE CADAVRE du terroriste dénommé F. Khodja dit «Abbès» a été découvert samedi à Skikda par un détachement de l'Armée nationale populaire, alors qu'un autre détachement a détruit cinq casemates et six mines de confection artisanale, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte anti-terroriste et grâce à l'exploitation

de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert le 15 avril 2017, à Skikda, le cadavre du terroriste dénommé F. Khodja dit «Abbès», précise la même source, ajoutant qu'un autre détachement «a détruit, dans le même secteur, cinq casemates et six mines de confection artisanale».

R. N.

## Un suspect arrêté

### France : une église évacuée en pleine messe à Nice

UNE ÉGLISE de la ville française de Nice a été évacuée en pleine messe de Pâques, hier, après l'intrusion d'un individu proférant des menaces, a rapporté la presse locale.

L'homme a pénétré dans l'église vers 11h30, vêtu d'un treillis et de gants de ski, a rapporté le journal *Nice Matin*, précisant que

l'homme «transpirait beaucoup et avait l'air excité». Le suspect a été interpellé dans le calme et le dispositif policier a été levé, selon le journal. La préfecture française des Alpes-Maritimes a informé sur twitter qu'il n'y avait pas d'événement d'ampleur et que la situation était sous contrôle.

Lyes F.

## Oran

### Un mort et quatre blessés dans deux accidents distincts

UN SEXAGÉNAIRE a trouvé la mort et quatre autres personnes ont été blessées suite à deux accidents distincts survenus dans la nuit de samedi à dimanche à Oran, a-t-on appris des services de la Protection civile. C'est suite au dérapage et au renversement de son véhicule, au niveau de la RN11, reliant Oran à Mostaganem, au niveau de la localité de Hassi Ben Okba, que la victime, âgée de 64 ans, a trouvé la mort. D'autre part, deux véhicules sont entrés en collision, à hauteur du cimetière d'Aïn El Beïda, faisant quatre blessés, indique-t-on de même source. Les éléments de la Protection civile sont intervenus pour porter les soins nécessaires aux blessés. Les services compétents ont ouvert des enquêtes pour déterminer les circonstances exactes des deux accidents.

O. B.

joyeuses pâques



Djalou@hotmail.com

## Béjaïa

# La protestation s'invite à la campagne électorale

■ La protestation s'est invitée, hier, à la campagne électorale des élections législatives, rappelant les candidats sur le quotidien très dur des citoyens, notamment ceux des communes et villages enclavés.

### Par Hocine Cherfa

Trois actions de protestation ont été observées hier. Des jeunes sportifs issus du Club de football de Tichy, Jeunesse sportive de Tichy (JST) évoluant en régionale (I) auxquels se sont mêlés des jeunes de Baccaro et de Tichy, ont fermé la RN 09 à hauteur du village Baccaro pour réclamer, résolument, «l'aménagement en gazon artificiel du stade communal pour son homologation afin que le club puisse évoluer localement et réduire ses dépenses sachant qu'il est en difficulté financière». Ils exigent également la réalisation d'infrastructures sportives dignes de son nom, dont des gradins (une tribune), travaux engagés avant que l'ex-wali ne décide d'arrêter les travaux et d'ester le P/APC en justice «pour bradage de biens publics ou plus exactement réalisation d'infrastructures sportives

sans études». Le P/APC de Tichy avait, alors, agi «sous le coup de la pression des populations», nous a-t-il expliqué. Le chef de daïra et le P/APC en compagnie du commissaire de police de Tichy se sont rendus, hier, sur les lieux pour discuter avec les protestataires qui ont demandé un engagement signé par le wali. Les mécontents ont dénoncé les promesses non tenues des autorités. Le maire de Tichy, Kadi Abdelmadjid, dira : «Le wali nous a autorisés à lancer la procédure et il est d'accord pour signer l'autorisation d'inscription du projet». Et d'ajouter : «Un bureau d'études a été engagé pour ce projet». Au niveau de la commune de Feraoune, le siège de l'APC a été fermé par des populations du village Akentas qui réclament de l'eau potable. La pénurie d'eau potable a commencé il y a 4 mois, selon les habitants, mais la situation a empiré depuis plus

ieurs jours car aucune goutte n'a coulé des robinets. Renseignement pris, la pompe alimentant le village depuis une source est tombée en panne et les conduites alimentant toute la commune depuis le barrage Tichi-Haf est fermée par l'ADE et «l'eau devrait être rétablie dans les heures à venir», dira le maire. Pour leur part, les transporteurs assurant la desserte entre les villages El-Hed et Ighil Outouaf dans la commune de Timezrit ont débrayé hier. Ces derniers réclament la remise en état du chemin après les travaux de réalisation d'une conduite de gaz de ville et exigent aussi son revêtement. Les responsables concernés (P/APC, chef de daïra, SDE, travaux publics) se sont rendus sur les lieux afin de discuter avec les protestataires et trouver un terrain d'entente.

H. C.

## Ministère du Commerce

### Un numéro vert «1020» pour signaler les dépassements

LE MINISTÈRE du Commerce a lancé un numéro vert «1020» pour permettre aux citoyens de signaler les dépassements commis par les commerçants en ce qui concerne les produits de large consommation

et les pratiques portant atteinte à la santé du consommateur, a indiqué hier un communiqué du ministère.

Lancé dans le cadre du contrôle des pratiques commerciales, la lutte contre la spéculation,

le contrôle de la conformité des marchandises et la répression des fraudes, ce numéro vert central sera généralisé prochainement à l'ensemble des wilayas du pays.

Amine H.